



Conseil économique et social

Provisoire

18 juillet 2011

Français

Original : anglais

Session de fond de 2011

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique provisoire de la 21^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 8 juillet 2011, à 10 heures

Président : M. Kapambwe (Zambie)

Sommaire

Débat de haut niveau, consacré aux questions diverses (*suite*)

- c) Débat thématique : Tendances et difficultés mondiales et nationales actuelles et incidences sur l'éducation (*suite*)

Table ronde sur le thème « L'éducation et l'avenir – Évolution des besoins »

Examen ministériel annuel : Réalisation des objectifs et respect des engagements approuvés au niveau international, en matière d'éducation (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

11-47690 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Débat de haut niveau (suite)

c) Débat thématique : Tendances et difficultés mondiales et nationales actuelles et incidences sur l'éducation (suite) (E/2011/82; E/2011/33; E/2011/15 et Add.1 et Add.2)

Table ronde sur le thème « L'éducation et l'avenir – Évolution des besoins »

Le Président, qui ouvre la table ronde thématique intitulée « L'éducation et l'avenir – Évolution des besoins », déclare que l'on craint de plus en plus que les systèmes éducatifs ne préparent pas correctement les jeunes aux défis actuels, et encore moins aux problèmes qui se poseront à l'avenir. Il y a encore trop de jeunes qui sortent du système scolaire sans posséder les compétences de base de lecture et d'écriture, en mathématiques et en sciences, ou encore les capacités de raisonnement les plus basiques, ainsi que celles permettant de résoudre les problèmes ou de travailler en équipe. La présente table ronde vise à lier l'évaluation des performances éducatives aux problèmes mondiaux actuels; ce sera également l'occasion d'examiner les problèmes d'accès à l'éducation et de qualité des systèmes éducatifs – problèmes liés aux inégalités en termes de croissance économique, de hausse des prix des produits alimentaires et de menaces qui peuvent peser sur le développement durable. Il convient d'encourager la scolarisation des filles, et de leur permettre d'effectuer un cursus éducatif complet – afin qu'elles n'aient pas de lacunes en termes d'apprentissage. Il convient d'agir également dans le sens d'une éducation de qualité. Au moment où certains pays réduisent leurs dépenses dans le domaine de l'éducation, pour répondre à la crise économique et financière mondiale, il est utile de rappeler que l'éducation est un élément essentiel du développement durable, ainsi que des processus de réduction des risques de catastrophe et de préparation à ce type d'événement.

M. Watkins (Directeur du Rapport mondial de suivi de 2011 du processus « Éducation pour tous », dans le cadre de l'UNESCO – l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), animateur des débats, déclare que même les populations les plus pauvres, qui subissent les pires situations de conflit et de déplacement, aspirent à l'éducation de leurs enfants. Même dans l'adversité et

les situations les plus difficiles, les parents contribuent à la mise en place d'écoles, avec des enseignants bénévoles, et déploient des efforts extraordinaires pour l'éducation de leurs enfants. Nous devons soutenir cet élan et cette détermination des populations les plus vulnérables de la planète.

Les chiffres indiquent qu'il existe un lien important entre les taux d'éducation des femmes et des enfants et les taux de mortalité maternelle et infantile. Ainsi, la connaissance, par les mères, des questions de santé est essentielle aux chances de survie de leurs enfants. Par l'éducation, les femmes doivent pouvoir faire des choix non seulement pour elles-mêmes mais aussi pour leurs enfants. Alors que, depuis 1999, on avait enregistré, au niveau mondial, une hausse importante des taux de scolarisation, il y a un recul depuis 2004. Si l'on ne parvient pas à inverser la tendance, il y aura encore plus de 40 millions d'enfants non scolarisés d'ici à 2015. Un tel échec par rapport aux objectifs mondiaux en matière d'éducation serait inacceptable et inexcusable.

L'une des raisons citées pour expliquer ce recul est le fait que les groupes les plus marginalisés, tels que les enfants des rues et ceux déplacés à la suite de conflits armés, sont très difficiles à atteindre. Si l'on ventile par secteurs géographiques, les chiffres disponibles au niveau de chaque pays indiquent que certaines catégories d'enfants ont moins de chances d'être scolarisés que d'autres. Au Pakistan, par exemple, 24% des enfants et adolescents âgés de 7 à 16 ans ne sont pas scolarisés. Dans les 20 % de la population pakistanaise la plus aisée, quelque 5 % des enfants ne sont pas scolarisés, alors qu'au sein des 20 % les plus pauvres de la population, 20 % des enfants ne reçoivent aucune éducation formelle. Toujours au Pakistan, une jeune fille rurale pauvre a 66 % de chances de ne pas être scolarisée, alors qu'en zone urbaine, le taux de scolarisation des garçons de familles aisées est proche des 100 %.

La crise de l'éducation n'est pas seulement une question d'accès au système éducatif, de stagnation ou de progrès; c'est aussi une question de niveau d'apprentissage et de résultats – niveau désespérément bas dans de nombreux pays. Il faut bien mesurer l'ampleur de cette crise, ainsi que ses incidences en termes de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et d'évolution de la mondialisation. Si l'interdépendance mondiale repose sur un déni d'éducation pour un très grand nombre de

personnes, des pans de population très importants seront totalement marginalisés. Une telle situation ne serait pas viable sur le plan économique et serait très dangereuse d'un point de vue sécuritaire.

Il convient de se concentrer sur une offre éducative de grande qualité, par une formation adéquate des enseignants et une action visant à remédier au déficit de personnel enseignant. Dans ce contexte, l'Afrique a besoin d'un million d'enseignants supplémentaire. Les objectifs d'accès à l'éducation ne suffisent pas : il faut y ajouter des objectifs de bons résultats scolaires à l'échelle internationale. À ce jour, la communauté des donateurs a échoué quant à son engagement de fournir des crédits pour la généralisation de l'éducation fondamentale. Sur les 16 milliards de dollars nécessaires pour garantir une éducation de base à tous les citoyens, 3 milliards seulement ont été débloqués, et les taux de donation ne progressent pas. Cette situation doit changer; les donateurs doivent respecter leurs engagements.

M. Rosling (Professeur de Santé internationale, Institut Karolinska, Stockholm) présente les problèmes qui se posent en matière de santé, d'économie et de démographie; il souligne que, ces 50 dernières années, on a assisté, au niveau mondial, à une chute spectaculaire de la mortalité infantile, tandis que le taux de natalité a atteint en moyenne deux enfants par femme. Cependant, il subsiste à la fois une mortalité infantile importante et des familles nombreuses dans les régions touchées par des conflits armés. Si l'on met en parallèle le taux de natalité et le pouvoir d'achat, on constate que, ces deux derniers siècles, lorsque le pouvoir d'achat augmente, le taux de natalité tend à baisser. En 1990, le nombre d'enfants dans le monde cessait d'augmenter. En théorie, l'arrêt de la croissance de la population enfantine aurait dû favoriser l'accès universel à l'éducation. Mais la population enfantine continuait à augmenter dans les pays les moins avancés; en d'autres termes, ce sont les pays les plus pauvres et les plus vulnérables qui ont eu la charge la plus lourde en matière d'éducation, alors que, dans les pays à revenu intermédiaire, la baisse du taux de natalité contribuait, dans certains cas, à vider les écoles. Théoriquement, ces pays à revenu intermédiaire pouvaient investir les ressources disponibles – du fait de la chute de la population enfantine – dans des initiatives d'amélioration de la qualité de l'éducation. Par ailleurs, les chiffres montraient également qu'il y avait un lien entre le revenu national moyen et le

nombre d'années de scolarité d'un enfant, en moyenne également, et que certains pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire pratiquaient des politiques éducatives suffisamment solides pour pouvoir maintenir les enfants au sein du système éducatif. On peut dire, par conséquent, que de bonnes politiques de l'éducation sont indispensables si l'on veut améliorer le niveau d'instruction à l'échelle mondiale.

M. Watkins (Directeur du Rapport mondial de suivi de 2011 du projet « Éducation pour tous », UNESCO), animateur des débats, souligne qu'il importe d'utiliser au maximum l'atout démographique en développant les investissements dans le secteur éducatif. Le fait d'avoir des revenus assez faibles ne doit pas empêcher l'accès à l'éducation. En Éthiopie, par exemple, le nombre d'enfants scolarisés a augmenté de 3 millions ces dix dernières années.

M. Toyama (Chercheur, University of California, Berkeley) fait un exposé sur le rôle potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine de l'éducation : il déclare notamment qu'en ce début de XXI^e siècle, la plupart des gens considèrent que ces technologies sont très utiles et même indispensables, et qu'elles contribuent au changement; *a contrario*, le manque d'accès à ces technologies entrave le développement. On pourrait être tenté de croire que ces technologies de l'information et de la communication vont permettre de développer l'apprentissage à distance et, de ce fait, de remédier au manque de personnel enseignant; mais, en l'occurrence, il faut rester prudent. En effet, les TIC sont coûteuses et exigent un entretien et des actualisations permanents. La fourniture d'électricité doit être également constante et régulière. D'autre part, s'il est vrai que ces nouvelles technologies peuvent être très positives pour le secteur de l'éducation, elles peuvent également déconcentrer considérablement les jeunes usagers si l'utilisation de ces techniques n'est pas correctement encadrée et régulée. Les technologies peuvent, certes, développer les capacités pédagogiques des établissements d'enseignement; mais l'ordinateur ne pourra jamais résoudre le problème d'un enseignement de mauvaise qualité. C'est dans le contexte d'une éducation de qualité et une situation économique favorable que les technologies ont toute leur utilité. Il faut savoir que certains systèmes éducatifs parmi les meilleurs du monde tendent plutôt à réduire l'usage des nouvelles technologies. En Finlande, par exemple, on a considérablement réduit

l'usage de ces technologies dans le cadre scolaire et pédagogique, en ce qui concerne des disciplines telles que les mathématiques, l'histoire et les langues, et l'on se concentre de nouveau sur la qualité de l'éducation traditionnelle. M. Toyama souligne qu'aujourd'hui, l'Inde est l'une des grandes puissances en matière de technologies de l'information – grâce aux investissements très importants des autorités indiennes dans une éducation tertiaire de grande qualité. En Inde, la plupart des étudiants en informatique ont une formation théorique en programmation, sans avoir concrètement accès à des ordinateurs. Mais, de toute manière, un savoir théorique de haut niveau permet aussi une pratique concrète, sans aucune difficulté.

M. Watkins (Directeur du Rapport mondial de suivi de 2011 du Projet « L'éducation pour tous », UNESCO), animateur des débats, déclare que les technologies de l'information et de la communication sont souvent considérées comme un « gadget » pour l'éducation, alors que l'on néglige, plus globalement, les ressources humaines nécessaires à une éducation de qualité.

M. Barton (États-Unis d'Amérique) déclare qu'il faut également envisager une éducation informelle, en dehors de l'école. Il ne faut pas sous-estimer le talent de certains étudiants qui ont quitté l'enseignement supérieur en cours de route : Bill Gates, par exemple, n'est pas parvenu au terme de son cursus universitaire.

M. Mazariegos (Guatemala) souligne que, dans les pays en développement, il y a un problème de financement public de l'éducation et de qualité de l'enseignement public. Le délégué du Guatemala souhaite savoir si l'on dispose de statistiques sur les liens entre crédits publics et éducation – aussi bien en termes de « couverture » éducative que de qualité de l'éducation.

M. Nahid (Bangladesh) déclare qu'au niveau international, on doit multiplier les efforts en vue d'améliorer la couverture géographique et la qualité de l'éducation, et continuer à progresser dans ce domaine. Le délégué du Bangladesh souhaiterait connaître l'opinion des débatteurs au sujet de la coopération internationale dans le domaine de l'éducation.

M^{me} Ndong-Jatta (UNESCO) déclare que, de toute évidence, l'Afrique ne parvient pas à relever les défis actuels en matière d'éducation, et souffre globalement d'une démographie galopante, du développement de la pauvreté et d'une certaine

stagnation du processus de développement en général. Les technologies peuvent effectivement permettre de trouver des solutions aux problèmes croissants de l'Afrique – notamment le problème aigu du manque d'enseignants. Les technologies de l'information et de la communication devraient être utilisées pour atteindre des communautés très isolées qui n'ont pas accès à l'éducation. Par ailleurs, les donateurs ne tiennent pas leurs promesses – ce qui handicape tout particulièrement les pays les moins avancés. Il faut également songer au rôle potentiel de l'éducation informelle. Les États africains ont accordé le plus de moyens possible au secteur de l'éducation, alors que leurs finances étaient déjà sous pression. La représentante de l'UNESCO se demande de quelle manière on pourra résoudre le problème d'une éducation fondamentale de qualité dans l'ensemble des pays les moins avancés – et plus particulièrement en Afrique.

M. Toyama (Chercheur, University of California, Berkeley) déclare que les technologies peuvent être évidemment très utiles – à condition de les utiliser correctement. Certes, Bill Gates n'est pas allé au terme de ses études universitaires; mais il est issu d'une famille aisée, qui avait déjà accès à une éducation de bon niveau et à l'informatique. La bonne éducation permet le bon usage des technologies. Des études sur l'utilisation de l'ordinateur, par les jeunes, en dehors de l'école, ont indiqué que les élèves peu motivés par les études avaient tendance à considérer l'ordinateur comme un moyen de s'amuser. Dans les années 1960, on a souvent pensé que la télévision pourrait résoudre les problèmes mondiaux en matière d'éducation. Or, si la télévision peut effectivement jouer un rôle pédagogique, on la considère aujourd'hui, en général, comme un divertissement.

M. Rosling (Professeur de Santé internationale, Institut Karolinska, Stockholm) déclare essentielle une éducation de qualité et correctement financée. Dans ce domaine, un réseau électrique solide est encore plus important que l'équipement informatique. Il faut effectivement davantage de crédits pour permettre aux enfants de faire des études secondaires; mais ces crédits doivent être correctement utilisés; sinon, le financement en question sera plutôt contreproductif. À cet égard, il faut tout particulièrement se féliciter de l'action du Bangladesh dans le sens d'une plus grande couverture éducative et d'une meilleure qualité de

l'éducation. Et le Bangladesh a encore besoin de crédits pour continuer à progresser dans ce domaine.

En ce qui concerne l'Afrique, bien qu'il subsiste de nombreux problèmes en matière d'éducation, on note également des progrès considérables dans le domaine social; la mortalité infantile continue à baisser; l'épidémie de sida se stabilise; le paludisme est sous contrôle, et des campagnes de vaccination sont en cours. D'autre part, l'éducation et l'accès à la planification familiale sont également des éléments clefs. Mais, malheureusement, les organisations de donateurs des États membres de l'OCDE se focalisent sur les questions de démocratie, de gouvernance, de droits de l'homme et d'environnement, plutôt que de privilégier l'éducation. Il faut donc déployer de nouveaux efforts pour attirer l'attention des donateurs sur le secteur de l'éducation.

M. Watkins (Directeur du Rapport de suivi mondial de 2011 sur le Projet « L'éducation pour tous », UNESCO), animateur des débats, déclare que, dans le Sud-Soudan, les écoles fonctionnent sans électricité, sans manuels, et avec des enseignants qui n'ont pas plus de deux ans d'enseignement primaire comme formation. Il serait complètement absurde de croire que l'on peut améliorer la situation en « saupoudrant » quelques ordinateurs dans le système. En fait, ce qui est essentiel, ce sont de bonnes politiques éducatives et un usage optimal des ressources disponibles. M. Watkins est d'accord pour dire que les pays africains ont tenu les engagements pris au Forum mondial sur l'Éducation, à Dakar, en 2000, et que les pays donateurs, de leur côté, n'ont pas respecté leurs promesses. À cet égard, il est significatif que les problèmes d'éducation ne soient plus à l'ordre du jour des réunions du G8 ou du G20. Il n'en reste pas moins que certains donateurs – tels l'Australie – augmentent leur aide au secteur de l'éducation. M. Watkins ajoute qu'il est crucial de s'engager encore plus dans le sens de l'initiative « L'éducation pour tous »; du fait de la situation financière actuelle, qui n'évolue pas, il serait opportun de mettre en place un Fonds mondial pour l'éducation, et l'on remettrait ainsi l'éducation au cœur des programmes internationaux.

M^{me} Mispa (Cameroun) demande de quelle manière on pourrait éviter les effets négatifs de l'informatique sur la mentalité et le comportement des jeunes – notamment dans les secteurs ruraux du continent africain.

M. Seck (Sénégal) déclare qu'il souhaiterait une formulation plus explicite du paragraphe 43 du projet de déclaration ministérielle, et que l'on y intègre notamment la demande d'un Fonds mondial pour l'éducation.

M^{me} Suomela-Chowdhury (Finlande) souligne le rôle majeur des enseignants, et demande l'opinion des débatteurs au sujet de la formation des maîtres.

M^{me} Khaketla (Observatrice pour le Lesotho) espère que la base de données du Professeur Rosling contient des chiffres concernant le Lesotho. L'oratrice demande le développement de la coopération interministérielle dans le domaine de l'éducation – notamment celle des ministères de la Santé et de l'Agriculture.

M. Kpemisssi (Observateur pour le Togo) demande aux débatteurs s'ils sont d'accord pour dire que, globalement, la qualité de l'éducation dépend de celle de l'enseignement dispensé. L'évaluation des progrès accomplis en matière éducative devrait intégrer une évaluation des avancées dans le domaine de la formation des enseignants.

M. Namwandi (Namibie) demande une définition très précise de la notion de « qualité de l'éducation ». Lorsqu'on parle d'éducation de qualité, a-t-on à l'esprit un type d'éducation qui contribue à améliorer la qualité de la vie?

M. Rosling (Professeur de Santé internationale, Institut Karolinska, Stockholm) déclare que des données relatives au Lesotho sont accessibles gratuitement sur son site Internet. Concernant la proposition de création d'un Fonds mondial pour l'éducation, M. Rosling déclare que la Suède et d'autres pays développés s'intéressent moins à l'éducation qu'aux droits de l'homme ou aux problèmes de violence dans la mesure où ces pays constatent que l'électorat est, également, relativement moins intéressé par les questions d'éducation. Il est très important de souligner que seuls les pays les moins avancés ont vraiment besoin d'une aide financière, et que l'aide à l'éducation est un élément essentiel pour la stabilité mondiale.

M. Toyama (Chercheur, University of California, Berkeley) propose que l'on recherche des approches innovantes pour permettre aux enfants ruraux d'avoir un accès partagé aux ordinateurs – par exemple grâce à des « laboratoires informatiques » itinérants. Plusieurs

études ont indiqué que les meilleurs résultats étaient ceux d'élèves encouragés par leurs parents à diversifier leurs intérêts – plutôt que de consacrer tout leur temps à l'usage de l'ordinateur. L'un des grands atouts du système éducatif finlandais est la haute estime que l'on a à l'égard des enseignants : grâce aux investissements de l'État, les meilleurs diplômés des universités sont attirés par le métier d'enseignant. M. Toyama reconnaît qu'il est difficile de définir et de mesurer la qualité de l'éducation : il s'agit là d'une notion qui doit beaucoup à l'intuition et à des éléments tels que la curiosité des élèves, la discipline et l'assurance personnelle de tous les acteurs concernés. Enfin, M. Toyama est également d'accord pour dire qu'une bonne formation des enseignants est essentielle.

M. Watkins (Directeur du Rapport mondial de suivi de 2011 sur « L'Éducation pour tous », UNESCO), animateur des débats, est d'accord pour dire que les relations entre les enseignants et les élèves sont au cœur d'un bon système éducatif. Il reconnaît également que la santé est un facteur crucial, et que la malnutrition porte incontestablement atteinte à un processus d'apprentissage satisfaisant. En ce qui concerne la proposition de « Fonds mondial pour l'éducation », M. Watkins rappelle que, lors d'une récente conférence d'annonce de contributions, les promesses de don ont été très supérieures au montant des sommes nécessaires – et ce, grâce à la réussite des campagnes d'information dans ce domaine. En faisant appel à l'importante communauté internationale des parents, on devrait pouvoir appliquer les clefs de cette réussite – en termes d'information – au secteur de l'éducation.

Étude de cas sur « Le défi de l'éducation pour tous – l'approche de l'Allemagne »

M^{me} Schmitt (Conseillère, Division de l'Éducation, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement) explique que l'Allemagne réexamine sa politique de coopération et de développement en matière d'éducation en général, et en ce qui concerne l'initiative « Éducation pour tous » en particulier. Il s'agit d'adopter une approche plus systématique et plus globale, fondée sur l'apprentissage tout au long de la vie. L'Allemagne sait qu'elle peut exporter utilement son savoir et ses meilleures pratiques vers ses partenaires en développement; mais nous savons également que nos apports doivent être adaptés aux

besoins de chacun de nos partenaires. L'Allemagne est l'un des rares pays donateurs qui se préoccupe du suivi de l'aide au développement de l'éducation; c'est uniquement par le dialogue que l'on peut déterminer les besoins véritables des pays récipiendaires.

En Éthiopie, les représentants de l'Allemagne se sont concentrés sur l'acquisition, par les apprenants, de compétences pratiques, afin de répondre de manière positive aux besoins du marché de l'emploi. Outre l'aide apportée au niveau de l'enseignement fondamental, l'Allemagne contribue à la réforme du secteur tertiaire et à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle. La coordination avec les organismes éducatifs doit être prioritaire. En Afghanistan, par exemple, la participation de l'Allemagne se situe essentiellement au niveau de l'enseignement fondamental et de la préparation à l'emploi.

M. Henzler (Directeur de l'organisation « Enseña Perú ») accompagne son exposé d'une projection de diapositives numérisées, et déclare que le Pérou est un pays complexe et très divers. Ce pays a un taux de croissance aussi élevé que celui de la Chine, et son économie attire les investisseurs au même titre que Singapour; et pourtant, il y a, au Pérou, des zones rurales aussi arriérées que les pays africains les plus pauvres. Il faut mettre en place un développement économique plus durable, dont les populations soient le moteur. Il convient également de distinguer la notion d'« éducation d'avenir » – laquelle repose sur les technologies – de celle « d'éducation pour l'avenir », qui recouvre de nouveaux modèles et de nouvelles approches, donnant naissance à un nouveau type de psychologie des jeunes face à l'avenir. À cet égard, il est intéressant de noter que les programmes d'éducation soutenus par Bill Gates ne sont absolument pas dominés par l'informatique.

De nombreux États ont une conception superficielle des infrastructures éducatives, alors qu'en fait, le personnel enseignant se situe au cœur même du système éducatif. Recrutement, sélection et formation sont essentiels : on l'a bien compris en Finlande et dans d'autres pays où l'enseignant jouit d'un réel prestige. L'organisation « Enseña Perú » s'est spécialisée dans ce que l'on peut appeler un « enseignement de mutation sociale », qui permette de réduire la pauvreté et autres maux sociaux. Dit « enseignement des trois A (« apprentissage, ambition, accès » ou, en anglais, « academic, aspiration,

access »), ce type d'enseignement favorise la communication, la motivation et les possibilités de progrès. Dans le cadre d'un forum qui s'est tenu récemment au Pérou en vue de réunir la jeunesse talentueuse, les 600 participants reconnaissaient l'importance de l'éducation; et pourtant, aucun d'entre eux ne se disait attiré par le métier d'enseignant. M. Henzler ajoute que l'expérience qu'il a acquise dans les établissements d'enseignement du monde entier lui a appris qu'un enseignement qui vise à transformer les choses était beaucoup plus important que les infrastructures en elles-mêmes.

En conclusion, M. Henzler demande à tous les États de relever le défi de « L'éducation pour tous » et de le considérer comme une urgence – plutôt que de perdre du temps sur des questions secondaires.

M. Sahay (Inde) déclare qu'une administration et une gouvernance solides et efficaces sont un facteur déterminant pour la qualité de l'éducation. Dans le cadre d'une stratégie très réussie de responsabilisation des jeunes filles, dans deux États de l'Inde, on leur a offert gratuitement des bicyclettes, pour leur permettre d'accéder aux infrastructures éducatives et les encourager à ne pas abandonner l'école.

M. Hansen (Observateur pour le Danemark) demande quels types d'incitations on pourrait mettre en place, en direction des enseignants, et à un coût négligeable, afin d'améliorer les performances des professeurs.

M. Henzler (Directeur de l'organisation « Enseña Perú ») déclare que la conception globale de la formation des enseignants doit s'améliorer. Certes, il est difficile et coûteux de mesurer les performances des enseignants; mais ce type d'évaluation doit être mis en place le plus tôt possible dans le processus, pour en faire une démarche tout à fait naturelle.

M. Watkins (Directeur du Rapport mondial de suivi de 2011 sur « L'éducation pour tous », UNESCO), animateur des débats, déclare que divers travaux internationaux ont souligné l'importance du statut de l'enseignant pour de bons résultats dans le domaine de l'éducation. Dans de nombreux pays, on doit prendre des mesures susceptibles d'attirer les meilleurs enseignants dans les établissements publics ou dans des zones relativement défavorisées. Se référant ensuite à un rapport rédigé dans le cadre du Pacte mondial sur l'apprentissage – et publié par le « Brookings Center for Universal Education » -,

M. Watkins souligne l'importance de la petite enfance. Et l'orateur conclut par la lecture d'extraits d'une lettre adressée aux enfants du monde entier par Graça Machel et Nelson Mandela.

Examen ministériel annuel : réalisation des objectifs approuvés au niveau international, et concrétisation des engagements concernant l'éducation (suite)

Adoption de la Déclaration ministérielle (E/2011/L.28)

M^{me} El-Midaoui (Maroc) signale une légère erreur de rédaction dans la version française du texte.

M^{me} Saad (Égypte) attire l'attention sur certaines incohérences de la version arabe du texte.

La déclaration ministérielle (E/2011/L.28) est adoptée.

Le Président déclare – pour clore le débat de haut niveau – que le Conseil économique et social a atteint son objectif, à savoir le fait d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les questions d'éducation. Il y a eu 10 exposés nationaux volontaires, révélateurs de l'engagement des différents pays; le Président encourage les États à effectuer de nouveau, de manière volontaire, lors du prochain examen ministériel annuel, ce type de présentation nationale.

Le Président remercie tous les participants à ce débat de haut niveau, et espère leur soutien au partenariat mondial pour l'éducation. Il est très réconfortant de constater l'unité des États membres autour du thème de l'éducation – unité qui s'est manifestée par l'adoption de la déclaration ministérielle; ce texte a donc permis un consensus, et propose des mesures spécifiques en vue de progresser encore dans le sens des objectifs du secteur de l'éducation. La conception actuelle du Conseil, dans ce domaine, est très pertinente : il ne s'agit plus tant d'accroissement quantitatif que de qualité et d'équité. Il est essentiel d'attirer vers ce secteur les bons enseignants, de leur donner les moyens adéquats et de les retenir dans cette profession. La réussite des Objectifs du Millénaire pour le développement (les OMD) et du projet « L'éducation pour tous » dépend d'une contribution collective de tous les acteurs concernés – y compris les jeunes. Il a déjà été clairement souligné que l'intégration était un objectif essentiel du développement.

Les idées et les meilleures pratiques examinées en commun dans le cadre du Conseil économique et social devront se concrétiser dans chaque pays. La présente session ne doit pas conduire à un ensemble de promesses non tenues concernant la jeunesse du monde entier. Le Conseil pourrait soutenir concrètement les dirigeants politiques et des partenariats public-privé innovants en vue de développer totalement le potentiel éducatif. En outre, le moment est venu, pour le Conseil, de réfléchir au renforcement de son rôle en tant que forum d'acteurs multiples.

M. Sha Zukang (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) félicite le Conseil d'avoir adopté la déclaration ministérielle, et déclare que l'examen ministériel annuel symbolise la réussite du partenariat de l'ensemble des pays, quels que soient leur taille ou leur importance; tous ces pays, en effet, ont le même objectif : faire de notre planète un monde plus convivial. De plus, la réussite constante des exposés nationaux volontaires montre bien que le système interactif du Conseil fonctionne parfaitement.

L'éducation responsabilise les individus et permet de créer des sociétés plus justes et plus prospères; cependant, la scolarisation des enfants n'est pas le but ultime; c'est le contenu de l'enseignement scolaire qui importe davantage. Pour bénéficier au maximum des effets de la scolarisation, il convient de réfléchir en profondeur au contenu de l'enseignement : en d'autres termes, quels sont la nature exacte de l'enseignement et les modes d'enseignement? La réforme du système éducatif à l'échelon mondial n'est pas chose facile; elle se heurte à des intérêts majeurs, résolus à maintenir un statu quo inacceptable. M. Sha Zukang rassure tous les partisans du progrès, en soulignant, en conclusion, que le Conseil économique et social et l'ensemble du système des Nations Unies les soutiendront totalement dans ce domaine.

M. Arguello (Argentine), qui s'exprime au nom du Groupe des 77 plus la Chine, se félicite de l'adoption de la déclaration ministérielle, qui reconnaît la nécessité de la réalisation des objectifs approuvés à l'échelon international. Le droit à l'éducation oblige les États à offrir à l'ensemble des citoyens les mêmes chances en matière d'éducation fondamentale. L'éducation est la clé du développement durable, mais aussi de la paix et de la stabilité du monde, et une plus grande justice économique et sociale s'impose pour une croissance plus forte et une réduction accélérée de la pauvreté. L'éducation – facteur puissant

d'intégration sociale – et le développement sont indissolublement liés. Malgré les progrès importants dans le sens de l'enseignement primaire universel, il faut déployer de nouveaux efforts pour permettre l'accès de tous à une éducation de qualité, et développer l'accès à l'enseignement secondaire. Le Groupe des 77 plus la Chine demande à la communauté internationale de transformer des engagements théoriques en actes concrets, afin d'accélérer les progrès dans le sens de la réalisation des objectifs approuvés en matière d'éducation.

La séance est levée à 12 h 50.